

JEAN-LOUIS BORLOO



Depuis son retrait de la vie politique, Jean-Louis Borloo a pris son bâton de pèlerin et a parcouru l'Afrique avec un objectif : parvenir à déployer l'énergie sur ce continent. Loin des tactiques politiciennes et a autres débats franco-français, l'ex-leader de l'UDI semble avoir trouvé un autre moyen d'agir au service de la population.

**Propos recueillis par Marjolaine Koch
le 10 novembre 2015**

Vous faites votre retour avec un projet d'électrification de l'Afrique : qu'est-ce qui a motivé ce projet au départ ?

La conviction que l'Afrique est le continent du XXI^e siècle et qu'il peut devenir, grâce à son formidable potentiel en énergies renouvelables, le premier continent soutenable de l'Humanité. De nombreux voyages, de nombreux survols de ce continent plongé dans l'obscurité à la nuit tombée, de nombreuses rencontres, marquantes, émouvantes de sincérité, m'ont fait prendre conscience de l'incroyable défi que représente l'accès à l'énergie dont 650 millions d'Africains sont dépourvus.

Les États qui forment l'Afrique comptent 1 milliard d'habitants. En 2050 le continent en comptera 2 milliards. D'ici 30 ans,

l'Afrique devra nourrir, former, loger, guérir, employer 1 milliard de nouveaux habitants. A cette date un quart des actifs de la planète seront Africains. Cette population est la plus jeune du monde, 50 % des Africains ont moins de 25 ans, une jeunesse née avec Internet, la télévision et les téléphones mobiles. Cette jeunesse est l'avenir de l'Afrique, un atout pour le continent par son nombre et son niveau d'éducation qui a considérablement progressé. Mais cette jeunesse représente aussi un défi redoutable, de 1950 à 2050 la population d'Afrique sub-saharienne aura été multipliée par 10, passant de 180 millions à 1,8 milliards d'habitants. Dans l'histoire de l'Humanité, aucune région du monde n'a jamais eu à connaître une croissance démographique d'une telle magnitude. C'est un défi immense pour ses dirigeants.

Quelles démarches avez-vous entreprises ?

D'abord, de poser le bon constat afin d'appréhender la réalité des enjeux immenses que représente l'électrification du continent africain. En effet, je considère que l'accès à l'énergie et à la lumière est un préalable à tout autre développement. Il n'y a pas de santé, d'éducation, d'autosuffisance alimentaire, de stabilité même, sans énergie.

Il y a ensuite la question des grandes migrations qui s'amplifie et dont la problématique gigantesque est devant nous. Ces flux migratoires touchent certes l'Europe, mais aussi l'intérieur de l'Afrique car les populations des campagnes sont attirées par les lumières des grandes villes, qui n'ont pas toujours la capacité de les accueillir, créant ici des chaudrons urbains. L'une des solutions à ces migrations massives est l'accès à l'énergie, qui doit être la priorité absolue car il est urgent d'agir.

C'est également un enjeu économique car l'Afrique parvient à 5 % de croissance avec seulement 25 % d'accès à l'énergie. On estime qu'avec un taux d'accès à l'électricité de 80 à 100 %, le taux de croissance atteindrait 10 %. Le monde, et plus particulièrement l'Europe, serait favorablement impacté et bénéficierait d'un relais de croissance de 2 %. Autrement dit, l'électrification est un levier économique même pour l'Europe.

Enfin, c'est un enjeu de justice climatique car l'Afrique, après l'Amazonie, est le plus grand puits de carbone. C'est pourtant le continent le plus impacté par les dérèglements climatiques.

Aujourd'hui, le problème consiste à fournir la part de financement public nécessaire pour assurer la faisabilité des projets. A ce jour, les initiatives sont nombreuses mais éparses et les critères d'accès aux financements internationaux publics et privés demeurent multiples et complexes. C'est la raison pour laquelle la création d'une Agence, à objet unique, dédiée à l'électrification de l'Afrique, dirigée par les Africains et pour les Africains, est indispensable. Cette agence sera dotée d'une subvention de 5 milliards de dollars par an et d'une ingénierie publique de haut niveau. Elle sera un outil de fédération des partenaires et bailleurs de fonds au service des États et des projets ainsi qu'un véritable vecteur de mobilisation de l'ensemble des capacités de financement privé, public, classique ou concessionnel.

Ce chaînon manquant est le seul outil capable de sécuriser les financements, d'assurer la soutenabilité des projets et donc leur faisabilité dont le montant estimé à ce jour représente environ 200 à 250 milliards de dollars. L'ensemble de ces projets, s'ils sont mis en œuvre, permettraient d'atteindre l'objectif de 80 % à 100 % d'accès à l'énergie en 10 ans.



« L'une des solutions à ces migrations massives est l'accès à l'énergie, qui doit être la priorité absolue car il est urgent d'agir. »

Sentez-vous vos interlocuteurs convaincus par l'intérêt de ce projet et sa nécessité ?

Beaucoup, c'est ce qui m'a frappé. Il y a 10 mois, ce projet était inexistant. J'ai rencontré des interlocuteurs très attentifs de tous les côtés, les chefs d'État africains d'abord, mais aussi les partenaires privés et les dirigeants européens, tous ont conscience de l'absolue nécessité de ce projet. La question gigantesque et devant nous, des grandes migrations, renforce cette attention. L'Afrique comptera 2 milliards d'habitants d'ici trente ans, il faut agir maintenant.

Croyez-vous au succès de la COP21 ?

Oui, bien sûr, j'espère le succès de la COP21. Mais je connais aussi parfaitement ses mécanismes. Les annonces des différents pays participants ces derniers mois sont tout de même très positives ; on voit une unanimité de l'ensemble de la communauté internationale qui montre une motivation commune.

La Conférence Climat est un formidable outil de mobilisation qui doit déboucher sur du concret. Un bon accord doit être court et clair avec d'une part, des engagements annuels de réduction d'émissions des pays émetteurs de CO₂, d'autre part, des contributions sous forme de subventions de ces mêmes pays au profit de ceux qui sont déjà victimes du dérèglement climatique, pauvres, et qui sont sans accès à l'électricité, à l'énergie, à la lumière. C'est une quinzaine de pays pauvres comme Haïti, le Yémen ou le Bangladesh, mais c'est surtout massivement la gigantesque problématique du continent africain. S'il y a vision, clarté des engagements, et bonne foi, un tel accord est à portée de main.

L'analyse des rapports remis par les pays participants conclut que les efforts ne sont pas assez importants, et qu'on n'atteint pas l'objectif de rester dans les 2°C. Vous réagissez comment à cette lecture de la situation, tant pis c'est un pas vers l'objectif, ou il faut faire plus tout de suite ?

C'est déjà une avancée. L'objectif des 2°C est primordial, indispensable. Néanmoins le mécanisme vertueux de réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'ensemble des pays développés et pollueurs est acquis. On ne peut pas faire de bashing environnemental, la France est exemplaire en matière d'énergies renouvelables par exemple. Ces dynamiques-là existent et créent des effets. C'est un processus incrémental qui doit se faire dans l'acceptation avec les États. C'est déjà, je crois, une très grande avancée. ●

5 milliards qui proviendraient d'où ?

L'idée est de solliciter les pays développés, principaux émetteurs de CO₂, avec une clé de répartition au-delà de 8 tonnes de CO₂ équivalent par habitant et par an et ce au prorata de leur population. Au vu de l'ampleur du projet, des impacts positifs, des montants faramineux que l'on évoque lors des COP, la somme de 5 milliards est tout à fait raisonnable.

Tous les trois ans, ce mécanisme de contribution sera évalué sous la forme d'un bonus-malus. Les pays verront leur contribution augmenter ou diminuer en fonction de l'évolution de leurs émissions de CO₂ par habitant.

À quel stade en êtes-vous aujourd'hui ?

Après 500 000 km et 41 chefs d'État et de Gouvernement rencontrés, le constat et les solutions envisagés font consensus comme le démontre l'adoption à l'unanimité, du rapport de Macky Sall lors du dernier Sommet de l'Union africaine, le 15 juin dernier à Johannesburg prévoyant la création d'une Agence dédiée à la mise en œuvre de ce plan massif. De même toutes les communautés économiques ont validé le projet, ainsi que le Parlement panafricain.

Début novembre, une délégation du bureau du Gouvernement panafricain s'est déplacée à l'Assemblée nationale à Paris, pour lancer un appel des peuples africains afin que l'accès à la lumière et l'électricité pour tous soit considéré comme un droit fondamental et donc une absolue priorité.

Sous quel délai cette agence intergouvernementale de l'énergie pourrait-elle voir le jour ?

Nous travaillons actuellement pour que les financements soient garantis ou accordés, dans l'espoir d'une mise en place de cette structure d'ici 2016.

